

Union
Générale des
Fédérations de
Fonctionnaires

la
cgt

www.ugff.cgt.fr

POUR COMBATTRE LE FRONT NATIONAL, IL FAUT UNE POLITIQUE DE PROGRÈS SOCIAL !

Les résultats des élections européennes en France révèlent des points extrêmement graves et inquiétants. Plus de la moitié des électrices et électeurs n'ont pas jugé utile de se déplacer pour voter et un quart de celles et ceux qui se sont exprimés a choisi le vote Front national.

La situation en France est catastrophique avec un pouvoir en place incapable de répondre aux attentes et besoins des citoyen-ne-s ; de redresser une situation économique qui ne cesse de se dégrader.

La crise économique est bel et bien amplifiée par des choix politiques qui vont à l'encontre de l'intérêt des salarié-e-s.

Par ailleurs, la construction européenne et la mondialisation qui nous sont imposées sont technocratiques et anti démocratiques en plus d'être ultra libérales.

Si ces situations sont injustes, intolérables, sont-elles pour autant inévitables, inéluctables ?

Le programme du Front National serait-il à même de nous sortir de ce borborygme ?

Comme le rappelait Bernard Thibault, « *l'histoire nous enseigne que les partis fascistes se sont souvent parés de vertus sociales pour accéder au pouvoir* ».

Malgré un discours devenu policé, le FN est un parti de contrefaçons.

Sous couvert d'une opposition populiste entre « petits » et « hauts » fonctionnaires, le FN propose l'éclatement du point d'indice, fondement démocratique du système de rémunération de la Fonction publique, alors que les agents et tous les syndicats revendiquent sa revalorisation. **Il ne prend d'ailleurs aucun engagement pour une hausse générale des rémunérations et prône plutôt une plus grande liberté de l'employeur public.**

Surfant aussi sur la vague anti fonctionnaires et anti service public, le FN propose une baisse importante des dotations d'Etat, des impôts, une

reprise en main des missions dites régaliennes par l'Etat et la redistribution des autres secteurs publics au secteur marchand, soit le privé, comme cela se fait dans l'ensemble des pays ultra-libéraux.

Comment le FN peut-il prétendre défendre les services publics en baissant les impôts et les taxes dont celles des entreprises du CAC40 ?

En rupture complète avec le principe d'égalité de traitement, le FN propose une discrimination selon la nationalité dans l'accès à un certain nombre de services publics. Au-delà de son caractère abject sur le principe, la « priorité nationale » ignore le fait que les résident-e-s étranger-ère-s concourent comme les Français-es au financement de l'impôt et de la protection sociale, avec même un solde positif pour l'économie française.

De même, le FN entend rompre avec le principe de neutralité du service public et favoriser le recrutement de fonctionnaires « patriotes », c'est-à-dire inféodés à son idéologie. En privilégiant la fidélité partisane, le FN efface la compétence et le sens de l'intérêt général, et par là même la démocratie et la République.

Avec son programme comment le FN défendrait-il le service public ?

Aux propositions xénophobes, s'ajoutent bien évidemment des positions sexistes, homophobes, de surcroît très archaïques. Le FN s'est engagé à abroger la loi sur le mariage « pour tous », à rétablir la peine de mort ou à dérembourser l'avortement dit « *de confort* ».

Prônant une politique nataliste, le FN créerait le « *salaires maternel* » qui serait versé aux fem-

**Malgré un discours
devenu policé, le
FN est un parti de
contrefaçons.**

mes restant au foyer pour élever leurs enfants. Voilà une conception bien rétrograde du rôle de la femme dans la société.

Le FN cible l'étranger-ère comme facteur essentiel de la délinquance. Nous savons que cela n'est pas fondé. Par contre, le FN n'écrit rien dans son programme « *la nation protège* », sur la lutte contre la délinquance financière et la corruption, contre les organisations mafieuses, contre les patron-e-s délinquant-e-s qui détournent l'argent des salarié-e-s, des populations et qui provoquent et aggravent les crises.

Deux déclarations de hauts dirigeants du FN démontrent aussi combien l'organisation des salarié-es les dérange: « *Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos, entre grève, manifestations et blocus.... La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers* » ; ou « *Le sabotage de l'économie française caractérise l'action des dirigeants de la CGT.... La CGT doit être rendue pénalement responsable, ses dirigeants doivent en répondre* ».

Comment le FN peut-il répondre aux préoccupations et attentes des salarié-e-s avec de telles déclarations ?

L'extrême droite aura tout le long de l'his-

toire essayé d'étendre son influence, de casser le syndicalisme de force émancipatrice ; de diviser les travailleuses et les travailleurs pour mieux servir le patronat et le capitalis-

me. Pour le FN, il faut rester ou devenir inféodé.

Penser que le FN améliorera la situation des jeunes, des privé-e-s d'emploi, des fonctionnaires, des salarié-e-s ou des retraité-e-s est un leurre, un piège. Le FN ne s'attaque ni au capitalisme, ni au patronat. Pire encore, afin de les protéger, **il détourne la juste colère des salarié-e-s en créant un bouc émissaire : l'étranger-ère principalement.**

La CGT a de nombreuses propositions pour sortir de la crise. Elles sont étayées, réalistes et réalisables. Au contraire, la CGT lutte contre toutes les formes de dominations, d'exploitations et de discriminations.

La CGT œuvre pour la transformation sociale de la société, pour permettre aux salarié-e-s de s'organiser librement, collectivement, et de se défendre solidairement !

La montée du FN n'a rien d'inéluctable. Mais il est plus qu'urgent que le pouvoir en place mène enfin une politique en rupture avec les dogmes libéraux en vigueur depuis trop longtemps.

**Oui... le monde doit changer !
Il doit être juste car il ne l'est pas !
L'histoire montre que c'est
la solidarité entre les peuples
qui a pu vaincre les dominations et
les fascismes pour rétablir
la liberté, la paix et la démocratie !**